**ENTENTE DE GESTION ET D’IMPUTABILITÉ**

**2024-2025**

**ENTRE**

**LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

**ET**

**URGENCES-SANTÉ**

**8 avril 2024**

La Loi sur les services préhospitaliers d’urgence (RLRQ, chapitre S-6.2) (la « **LSPU** ») vise à ce que soit apportée, en tout temps, aux personnes faisant appel à des services préhospitaliers d’urgence, une réponse appropriée, efficiente et de qualité ayant pour but la réduction de la mortalité et de la morbidité à l’égard des personnes en détresse.

**CHAPITRE I : LES TERMES DE L’ENTENTE DE GESTION ET D’IMPUTABILITÉ**

**BUT DE L’ENTENTE**

Le Ministre, dans le contexte d’efforts de modernisation de l’écosystème préhospitalier et en adéquation avec la politique gouvernementale sur le système préhospitalier d’urgence et le plan d’action qui en découlera, vise à offrir une réponse efficace aux besoins des personnes en détresse en plus de la nécessité d’implanter un système préhospitalier d’urgence intégré au réseau de la santé et des services sociaux (RSSS). Ainsi, afin de répondre adéquatement aux besoins, la politique gouvernementale sur le système préhospitalier d’urgence identifie trois cibles, soit :

* Améliorer le service à la population par l’évolution du système préhospitalier d’urgence en y intégrant un volet parahospitalier;
* Développer l’offre de service du système préhospitalier d’urgence et s’assurer de son intégration au sein du RSSS;
* Mieux utiliser les ressources disponibles dans le système préhospitalier d’urgence afin de contrôler les coûts.

La ratification de cette entente de gestion et d’imputabilité (EGI) s’inscrit dans ces orientations.

**OBJET DE L’ENTENTE**

Cette EGI est conclue conformément à la Loi sur les services préhospitaliers d’urgence (RLRQ, chapitre S-6.2 et plus spécifiquement au paragraphe 1° et 9° de l’article 3) et prévoit notamment les obligations et responsabilités de chacune des parties, les mécanismes de reddition de comptes et les standards de performance attendus pour Urgences-santé.

Cette entente est la conclusion d’échanges ayant pour objet l’offre de service préhospitalière déployée sur les territoires de Montréal et de Laval pour répondre aux besoins de santé et de bien-être de sa population, considérant les ressources humaines et financières mises à sa disposition.

Cette entente traduit les attentes ministérielles que doit satisfaire Urgences-santé concernant l’offre de service populationnel.

**ENGAGEMENT DU MINISTRE**

**Définir les orientations, les objectifs des services et les priorités annuelles**

Dans un souci d’amélioration continue pour l’entièreté du secteur préhospitalier, le Ministre définit pour Urgences-santé des critères de performance pour l’année 2024‑2025.

Ces critères de performance sont en cohérence avec les ententes de gestion convenues avec les centres de communication santé (article 25.1 de la LSPU) et certains objectifs minimaux du contrat de service avec les entreprises titulaires de permis d’exploitation de service ambulancier (paragraphe 13 de l’article 3, LSPU).

**Évaluer**

Le Ministre évalue l’atteinte des engagements pris par Urgences-santé ainsi que la réalisation des attentes spécifiques. Pour ce faire, il définit les modalités et les objets sur lesquels porte la reddition de comptes.

**Financer les services**

Afin de permettre à l’écosystème préhospitalier de respecter ces priorités et ces orientations, ainsi que d’atteindre ces objectifs, le Ministre voit à la répartition interrégionale équitable des ressources nécessaires au financement du système préhospitalier, et ce, en fonction des populations à desservir et de leurs caractéristiques sociosanitaires.

**Plan d’organisation des services**

En plus de ses obligations et responsabilités aux termes de la LSPU, le Ministre a également les obligations suivantes :

* Au plus tard le 15 novembre de chaque année financière, le Ministre doit déposer à Urgences-santé le Plan d’organisation des services pour l’année financière suivante. Comme Urgences-Santé a également le rôle d’agence, lors du dépôt du plan d'organisation, une réunion sera organisée afin d'expliciter ses fondements et les motifs sous-jacents aux décisions prises.

**ENGAGEMENTS D’URGENCES-SANTÉ**

Sous réserve des pouvoirs accordés à une agence par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), Urgences-santé exerce, sur son territoire, les fonctions dévolues à une agence par la présente loi, notamment celles de planifier, d’organiser et de coordonner l’organisation des services préhospitaliers d’urgence, y compris la mise en place d’un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d’exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier.

**Respecter les orientations et les priorités ministérielles**

Urgences-santé s’engage à respecter les orientations et les priorités définies par le Ministre et à y donner suite sur son territoire. De plus, elle travaillera à concrétiser son plan stratégique approuvé par le Conseil des ministres.

**Atteindre les objectifs**

Urgences-santé s’engage à atteindre les objectifs de résultats, fixés par le Ministre.

Pour remplir ces objectifs, Urgences-santé doit tenir compte des services de santé et des services sociaux offerts par les partenaires de son territoire, le cas échéant.

**Maintenir l’offre de service**

Urgences-santé s’engage, à moins de conditions particulières précisées dans l’EGI, à assurer le maintien des services offerts sur son territoire.

Elle doit également justifier au Ministre toute baisse non prévue ayant un impact significatif du niveau de services dont elle assure l’offre.

**Directives budgétaires et financières**

Urgences-santé s’engage à respecter les règles régissant l’utilisation de l’allocation budgétaire qui lui est accordée.

**Imputabilité d’Urgences-santé**

Les parties reconnaissent l’importance de contribuer, conformément aux dispositions de la l’EGI et de la LSPU, à l’atteinte des objectifs du Plan pour mettre en œuvre les changements nécessaires en santé (2022) et de la Politique gouvernementale sur le système préhospitalier d’urgence (2022).

Urgences-santé doit s’assurer de mettre en place les structures responsables d’assumer les engagements contenus dans l’EGI.

**PRÉAMBULES ET ANNEXES**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente EGI.

**DÉFINITIONS**

Dans l’entente, à moins d’indication contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est attribué ci-après :

**« Affectation »** désigne l’assignation de ressources ambulancières par un CCS conformément aux Lois applicables ou, dans le cas de circonstances exceptionnelles nécessitant une assistance immédiate, à l’occasion d’une « autoaffectation » validée par un CCS;

**« Ambulance »** désigne un véhicule conforme à la réglementation en vigueur ou un véhicule autorisé par le Ministre, qui est utilisé pour le transport des usagers nécessitant des soins préhospitaliers d’urgence ou un support médical pendant leur transport;

«**Année financière** » désigne la période du 1er avril d’une année civile au 31 mars de l’année civile suivante;

«**CCS**» désigne un centre de communication santé exploité par Urgences-santé tel que prévu à l’article 90 de la LSPU dans le respect de l’article 22 de LSPU;

«**DMN** » désigne le directeur médical national des services préhospitaliers d’urgence nommé en vertu de l’article 5 de la LSPU;

« **DMR** » désigne le directeur médical régional des services préhospitaliers d’urgence désigné en vertu de l’article 17 de la LSPU;

« **Heures de dépassement** » désigne les heures de mise sur la route d’ambulances immédiatement avant le début prévu d’un quart de travail (aussi connu comme étant un départ hâtif) ainsi qu’immédiatement après la fin prévue d’un quart de travail (aussi connu comme étant une fin tardive);

« **Heures de formation** » désigne les heures pendant lesquelles un TAP à l’emploi d’Urgences-Santé, excluant un employé non inscrit au registre national de la main‑d’œuvre des TAP, suit le programme de formation et d’amélioration de la qualité établi par le DMN ou une formation obligatoire requise aux termes de l’exercice par le DMN ou le DMR des pouvoirs qui leur sont conférés par la LSPU ou assiste à une rencontre exigée par le DMR dans le cadre de l’assurance qualité;

« **Heures de services autorisées** » désignent les heures de services autorisées par le Ministre afin de répondre aux besoins de la population, telles que prévu au Plan d’organisation des services d’Urgences-Santé;

«**Heures de services additionnelles**» désignent les heures de services non prévues au Plan d’organisation des services, mais ajoutées en cours d’exercice par Urgences-santé afin de répondre aux besoins de la population;

«**Heures de services additionnelles livrées**» désigne les heures de mise sur la route des ambulances conformément aux heures de services additionnelles, à l’exclusion des périodes durant lesquelles se produit une rupture de services. Les heures de services additionnelles livrées n’incluent pas les heures de dépassement;

« **Heures de services livrées** » désigne les heures de mise sur la route des ambulances conformément aux heures de services autorisées, à l’exclusion des périodes durant lesquelles se produit une rupture de services. Les heures de services livrées n’incluent pas les heures de dépassement;

« **Heures de services non livrées** » désigne le résultat obtenu en soustrayant les heures de services livrées des heures de services autorisées;

«**Intervention** » désigne l’ensemble des actes posés par un TAP pour l’appréciation d’une situation et/ou des interventions cliniques auprès d’un usager;

« **Lois applicables** » désigne toutes les lois adoptées par le Parlement du Canada, l’Assemblée nationale du Québec ainsi que tous les règlements, décrets ou arrêtés adoptés en vertu de ces lois, qui sont en vigueur dans la province de Québec;

« **LSPU** » désigne la Loi sur les services préhospitaliers d’urgence (RLRQ, chapitre S‑6.2);

«**Ministre**» a le sens qui lui est attribué dans l’EGI;

«**Parties**» au sens qui lui est attribué dans l’EGI;

« **Période financière**» désigne chacune des treize (13) périodes établies selon le calendrier du Ministre pour le financement des services préhospitaliers d’urgence;

« **Plan d’organisation des services ambulanciers** » désigne le plan établi par le Ministre et précisant notamment le nombre annuel d’heures de services autorisées;

«**Plan de contingence** » désigne le plan précisant les mesures nécessaires visant à assurer la continuité des services du CCS prévus à l’entente et à éviter une rupture de services;

«**Plan de continuité des services** » désigne le plan précisant les mesures nécessaires visant à assurer la continuité des services ambulanciers prévus à l’entente et à éviter une rupture de services;

« **Plan de déploiement**» désigne le plan précisant le détail de la planification des ressources ambulancières afin de se conformer au Plan d’organisation des services;

« Ressources ambulancières » désignent les ressources humaines, matérielles et technologiques requises pour réaliser le Plan d’organisation des services et le Plan de déploiement;

« Rupture de services » désigne toute période pendant laquelle les ambulances ne sont pas mises en services conformément au Plan de déploiement ou aux heures de services additionnelles, incluant notamment :

1. La non-disponibilité d’une ambulance impliquée dans un accident de la route;
2. La non-disponibilité d’une ambulance en raison d’un bris ou d’entretien mécanique;
3. Le début tardif d’un quart de travail;
4. La fin prématurée d’un quart de travail;
5. Les heures de débordement qui n’ont pas été comblées par un TAP remplaçant;

Malgré ce qui précède, ne constitue pas une rupture de services :

1. Tout retard de mise en service de trois (3) minutes ou moins sur un quart de travail, pour autant que l’équipe de travail se soit rapportée auprès du CCS dans les trois (3) minutes suivant le début de son quart de travail;
2. La non-disponibilité d’une ambulance en raison d’une intervention, incluant l’application des standards d’intervention préhospitalière (ex : désinfection ou nettoyage d’ambulances, changement d’uniforme, etc.);
3. La non-disponibilité d’une ambulance en raison de la défectuosité du système de radiocommunication.

« **Service** **ambulancier** » désigne le service ambulancier, tel que défini dans la LSPU;

« **Soins préhospitaliers d’urgence** » désignent les soins préhospitaliers d’urgence visant à prévenir la détérioration de l’état d’une personne et à la transporter au moyen d’une ambulance vers un centre exploité par un établissement receveur ou entre des installations maintenues par un ou des établissements;

**« Standards d’intervention préhospitalière »**désigne toutes les orientations, normes, directives, politiques et protocoles cliniques et opérationnels émis par le Ministre, le DMN, conformément à la LSPU.

**« TAP »** désigne une personne qui peut agir comme technicien ambulancier paramédic et exercer ses activités professionnelles conformément aux Lois applicables**.**

**CHAPITRE II : LES ATTENTES SPÉCIFIQUES 2023-2024**

**Plan de déploiement**

À la suite de la réception du Plan d’organisation des services ambulanciers fourni par le Ministre, Urgences-santé évalue si elle a déjà ou prévoit avoir ou pouvoir se procurer les ressources ambulancières requises pour livrer le nombre annuel d’heures de services autorisées et précisées à celui-ci.

Si Urgences-santé estime qu’elle n’a pas déjà ou ne prévoit pas avoir ou pouvoir se procurer les ressources ambulancières requises, elle doit aviser le Ministre, en précisant le nombre d’heures qu’elle ne croit pas être en mesure de livrer.

Si Urgences-santé estime qu’elle a déjà ou prévoit avoir ou pouvoir se procurer les ressources ambulancières requises, elle doit, au plus tard le 15 février de chaque année financière, soumettre au Ministre une proposition de Plan de déploiement pour l’année financière suivante.

Si le Plan de déploiement proposé par Urgences-santé ne satisfait pas le Ministre, Urgences-santé et le Ministre doivent collaborer afin qu’un Plan de déploiement révisé soit approuvé par le Ministre le ou avant le 15 mars suivant.

Si le Plan de déploiement doit être révisé en cours d’année pour permettre de répondre aux besoins identifiés par le Ministre, Urgences-santé et le Ministre doivent collaborer afin de convenir d’un Plan de déploiement révisé. 

À la suite de l’approbation du Plan de déploiement par le Ministre, Urgences-santé doit déployer les effectifs prévus au Plan de déploiement approuvé.

**Plan de continuité des services**

Au plus tard le 15 février de chaque année financière,Urgences-santé doit soumettre au Ministre une proposition de Plan de continuité des services.

Si le Plan de continuité des services ne satisfait pas le Ministre, Urgences-santé et le Ministre doivent collaborer afin qu’un Plan de continuité des services révisé soit approuvé par le Ministre le ou avant le 15 mars suivant. 

Suite à l’approbation du Plan de continuité des services par le Ministre, Urgences-santé doit appliquer les mesures qui y sont prévues. 

**Standards d’intervention préhospitalière**

Urgences-santé s’engage à respecter les standards d’intervention préhospitalière.

**Ajout d’une Ambulance**

Si Urgences-santé souhaite ajouter une ambulance supplémentaire à sa flotte de véhicules, elle est autorisée à le faire sans nécessiter une approbation individuelle du Ministre. Cependant, afin de maintenir le total cumulé de véhicules, Urgences-santé doit soumettre au Ministre, à la fin de l'exercice financier, le nombre total de véhicules inclus dans sa flotte. De plus, elle doit présenter son plan de financement pour l'acquisition de véhicules en soumettant son régime d'emprunt, au plus tard le 15 septembre et le 15 mars de chaque année.

**Collaboration entre les parties**

Urgences-santé s’engage à collaborer avec le Ministre et les différents intervenants du milieu, dont les établissements collégiaux, les établissements universitaires, les chaires de recherche et autres organismes gouvernementaux, et ce, de la manière suivante :

En participant, sur demande du Ministre ou d’un établissement, à l’élaboration, à la préparation et à la mise en œuvre des mesures d’urgence et de sécurité civile notamment en participant aux différents exercices de prévention (ex  : simulation) et aux rencontres des tables sectorielles de l’établissement impliquant les intervenants des urgences, de la Direction de la protection de la jeunesse ou des intervenants travaillant sur l’autonomie des ainés, en matière de santé mentale, d’itinérance, etc.;

Puisque le Ministre se doit d’assurer la coordination interministérielle en matière de services préhospitaliers d’urgence, Urgences-Santé doit faire en amont les arrimages nécessaires avec le Ministre pour toute demande ou représentation concernant un ministère ou un organisme qui ne relève pas de sa responsabilité. Cependant, ce principe n’est pas applicable lors des opérations ambulancières quotidiennes, telles que les échanges avec la Sûreté du Québec, avec des intervenants du ministère de la Sécurité publique ou de la sécurité civile, etc;

En planifiant avec les intervenants des urgences et les services de sécurité civile les besoins, le soutien clinique et les plans d’urgence lors des grands événements sur son territoire;

En travaillant de concert avec les représentants des établissements présents sur son territoire et du Ministre pour préparer à l’avance d’éventuelles négociations relatives aux services essentiels, en faisant approuver au préalable, par ces représentants, qui devront se rendre disponibles en temps opportun, la liste des services essentiels à déposer au Tribunal administratif du travail en prévision des moyens de pression lors d’un conflit de travail et en soutenant l’intervention des établissements et du Ministre devant le Tribunal administratif du travail, le cas échéant;

En saisissant le Tribunal administratif du travail lors du non-respect des services essentiels approuvés ou déterminés par celui-ci. Si une injonction ou tout autre recours s’avère nécessaire pour protéger l’intérêt supérieur de chaque usager faisant appel à son service ambulancier, Urgences-Santé doit informer le Ministre de la possibilité de devoir recourir à la Cour supérieure du Québec pour résoudre cette question;

**Grèves ou autres moyens de pression**

Les parties reconnaissent que les grèves ou autres moyens de pression exercés par les TAP à l’emploi d’Urgences-santé dans le cadre du renouvellement des conventions collectives peuvent empêcher Urgences-santé de respecter certaines des obligations ou d’atteindre certaines cibles prévues par l’entente.

Par conséquent, les parties conviennent que les termes de l’entente seront maintenus si les conditions suivantes sont rencontrées :

1. L’inexécution de l’une ou l’autre de ses obligations est directement attribuable à une grève déclarée conformément aux Lois applicables ou à l’exercice, par les TAP à l’emploi d’Urgences-santé, d’autres moyens de pression qui ne contreviennent pas aux Lois applicables et aux conventions collectives;

Et

1. Urgences-santé a déployé les efforts raisonnables afin de mettre en place des mesures alternatives, conformes aux Lois applicables, afin d’éviter telle inexécution.

**CHAPITRE III : LES ATTENTES DE PERFORMANCE - OPÉRATIONS DU CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ**

Les indicateurs de performance ont été élaborés en se référant à la chronométrie de la chaîne d’intervention préhospitalière (Annexe A) ainsi que les priorités d’affectation (Annexe B).

Urgences-santé s’engage à atteindre les cibles de performance suivantes :

**Délai de réponse**

Que 90 % des délais de réponse à savoir, entre l’entrée de l’appel au CCS (H1) et la réponse à l’appel (H2), soient d’une moyenne de 10 secondes sur une base mensuelle;

**Délai d’affectation (premiers répondants)**

Que 90 % des délais de réponse à savoir, entre l’identification de l’appel (H3) et l’affectation-fin de la transmission (H5) des premiers répondants (en fonction de la disponibilité du service) pour les priorités P0 et P1, soient de moins de 45 secondes;

**Délai d’affectation (véhicule ambulancier)**

Que 95 % des délais de réponse à savoir, entre l’identification de l’appel (H3) et l’affectation-fin de la transmission (H5) d’un véhicule ambulancier pour les priorités P0 et P1, soient de moins de 2 minutes, sauf lorsqu’aucun véhicule ambulancier n’est immédiatement disponible.

**Temps de transmission (premiers répondants)**

Que 95 % des temps de transmission à savoir, entre la réponse à l’appel du CCS (H2) et l’affectation-fin (H5) des premiers répondants (en fonction de la disponibilité du service), soient d’au plus :

* 165 secondes pour les appels urgents (P0 et P1)​

**Temps de transmission (véhicule ambulancier)**

Que 95 % des temps de transmission à savoir, entre la réponse à l’appel du CCS (H2) et l’affectation-fin (H5) d’un véhicule ambulancier, soient d’au plus : ​

* 170 secondes pour les appels urgents (P0 et P1) ​
* 300 secondes pour les appels immédiats (P2E)

**Respect du plan d’effectifs des RMU**

Que soit transmis au Ministre le taux de comblement des horaires prévus au plan d’effectifs du centre de communication santé, par période financière.

**ACCRÉDITATION CENTRE D’EXCELLENCE DU CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ**

Urgences-santé s’engage à conserver l’accréditation de Centre d’Excellence de *The International Academies of Emergency Dispatch*.

**MODIFICATIONS AUX INDICATEURS DU CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ**

Les indicateurs de performance du centre de communication santé feront l’objet de modifications conformément à la présente entente, notamment pour tenir compte des nouvelles cibles de temps de réponse cliniques du tableau des priorités à venir.

**CHAPITRE IV : LES ATTENTES DE PERFORMANCE - OPÉRATIONS AMBULANCIÈRES**

Urgences-santé s’engage à atteindre les cibles de performance suivantes :

**Documentation de la chronométrie**

​

À partir du 1er avril 2024, Urgences-santé doit rencontrer les exigences de documentation de la chronométrie suivante :

Urgences-santé doit documenter de façon complète et intègre chaque étape de la chronométrie de chaque affectation, tel que cette chronométrie est établie en Annexe A, à l’exception de H0.

La chronométrie doit être documentée à l’aide des formulaires prescrits par le Ministre.​

Urgences-santé doit transmettre cette chronométrie pour chacune des affectations au plus tard à chaque trimestre. La transmission des données doit être faite dans le SISPUQ.​

Afin d'assurer une précision maximale aussi régulièrement que possible, Urgences-Santé collaborera avec son fournisseur au cours des trois premiers mois de déploiement du formulaire AS810 pour effectuer les ajustements nécessaires sur son système informatique et y intégrer les automatisations requises. De plus, des réunions mensuelles avec l'équipe du ministère seront organisées pour suivre l'avancement des travaux.

à partir du 1er juillet 2024, Urgences-santé sera évaluée selon les niveaux de performance suivants :

1. Performance supérieure :  réalise l'objectif à un degré supérieur ou égal à 98 % des affectations pendant la période financière;

1. Performance satisfaisante : réalise l'objectif à un degré supérieur ou égal à 95 %, mais inférieur à 98 % des affectations pendant la période financière;

1. Performance à améliorer :  réalise l'objectif à un degré supérieur ou égal à 95 %, mais inférieur à 98 % des affectations pendant la période financière.

**Temps de mise en route**

Urgences-santé doit avoir comme objectif de réduire au maximum le temps de mise en route de l’ambulance, à savoir la période comprise entre H5 et H7 selon la chronométrie en Annexe A.

Urgences-santé sera évaluée, pour les priorités P0, P1, P2 E, P2 et P3 selon les niveaux de performance suivants :

1. Performance supérieure :  réalise un délai de mise en route moyen inférieur ou égal à une (1) minute;

1. Performance satisfaisante : réalise un délai de mise en route moyen supérieur à une (1) minute, mais inférieur ou égal à une (1) minute trente (30) secondes;

1. Performance à améliorer :  réalise un délai de mise en route moyen supérieur à une (1) minute trente (30) secondes.

Urgences-santé sera évaluée, pour les priorités P4 et P7 selon les niveaux de performance suivants :

1. Performance supérieure : réalise un délai de mise en route moyen inférieur ou égal à trois (3) minutes ;

1. Performance satisfaisante : réalise un délai de mise en route moyen supérieur à trois (3) minutes, mais inférieur ou égal à cinq (5) minutes;

1. Performance à améliorer : réalise un délai de mise en route moyen supérieur à cinq (5) minutes.

**Délai de remise sur la route**

Urgences-santé doit avoir comme objectif que le temps écoulé entre la libération de la civière et la remise sur la route de l’ambulance, soit le temps entre les étapes H14 et H15 montrées à la chronométrie en Annexe A, soit en moyenne de vingt-cinq (25) minutes pour la période financière.

Urgences-santé sera évaluée selon les niveaux de performance suivants :

1. Performance supérieure : maintiens une moyenne inférieure ou égale à vingt-cinq (25) minutes, zéro (0) seconde;

1. Performance satisfaisante :  maintiens une moyenne supérieure à vingt-cinq (25) minutes, zéro (0) seconde, mais inférieure ou égale à trente (30) minutes, zéro (0) seconde;

1. Performance à améliorer :  maintiens une moyenne dépassant trente (30) minutes, zéro (0) seconde.

**Suivi des heures de formation**

Urgences-santé doit avoir comme objectif que ses 95% de ses TAP suivent toutes les heures de formation obligatoire, selon les durées et échéances déterminées par le DMN ou le DMR, et ce, calculées sur une base annuelle.

​

Urgences-santé doit transmettre au Ministre le pourcentage de TAP ayant suivi le total des heures de formation, et ce, en excluant les TAP ayant, entre l’annonce à Urgences-santé d’une échéance de formation et son expiration, été inactifs ou absents du travail pour une période prolongée notamment pour cause d’invalidité ou de congé de maternité, de paternité ou parental.​

**Heures de services autorisées**

Urgences-santé doit s'assurer de livrer le maximum d’heures des heures de services autorisées à son Plan d’organisation. ​

Pour ce faire, Urgences-santé doit transmettre ses heures de services livrées et non livrées conformément à la méthode utilisée par le Ministère.

​ Urgences-santé sera évaluée selon les niveaux de performance suivants :

1. Performance supérieure : livre 99 % ou plus ses heures de services autorisées pendant la période financière;

1. Performance satisfaisante :  livre un degré supérieur ou égal à 98 %, mais inférieur à 99 % de ses heures de services autorisées pendant la période financière;

1. Performance à améliorer :  réalise l'objectif à un degré inférieur à 98 % de ses heures de services autorisées pendant la période financière.

**PLAN DE CONTINGENCE DU CCS**

Il est requis que le Ministre reçoive un compte-rendu de toutes les situations où le Plan de contingence du CCS a été activé à son plus haut niveau. Concernant le déploiement du Plan de contingence du CCS à un niveau moindre, Urgences-santé est tenue d'en informer le Ministre dès lors qu'elle estime que la situation l'exige.

**EXPERTISE OPÉRATIONELLE**

Le Ministre reconnaît l'expertise opérationnelle d'Urgences-Santé. De manière semestrielle, un comité de travail composé de représentants du Ministère et d'Urgences-Santé se réunira pour examiner les divers défis, tant au niveau provincial que régional, susceptibles de compromettre l'atteinte des critères de performance (CCS et opérations ambulancières). L'objectif est d'explorer les différentes solutions, qu'elles soient d'ordre technologique, opérationnel, en termes de ressources humaines, etc., qui pourrait faciliter la réalisation des objectifs fixés.

**CHAPITRE V : DOCUMENTS À FOURNIR**

En plus des exigences prévues par la Loi sur les services préhospitaliers d’urgence, la Loi sur la gouvernance des sociétés d’État et l’entente ENT-SUP-2021-001, Urgences-santé doit fournir au Ministre dans le gabarit exigé par ce dernier les documents et informations suivants :

1. Plan de déploiement annuel (SISPUQ);
2. Plan de continuité des services;
3. Le plan d’effectifs du centre de communication santé qui précise le détail de la planification quotidienne des répartiteurs médicaux d’urgence en fonction de la volumétrie d’appel;

1. Le fichier de performance (soumis par le Ministre), au plus tard 45 jours suivant la fin de chaque période financière. Le MSSS fournira à Urgences-santé un fichier de performance (ce fichier sera ensuite migré vers le SISPUQ).

1. L’information supplémentaire concernant la main-d’œuvre du CCS, précisée à l’Annexe D, pour chaque période financière.
2. L’information supplémentaire concernant la main-d’œuvre des TAP, précisée à l’Annexe D, pour chaque période financière.

**MODIFICATIONS À L’ENTENTE**

L’entente de gestion et d’imputabilité peut être modifiée avec le consentement des parties, notamment pour tenir compte de modifications au cadre juridique qui pourraient survenir pendant la durée de l’entente. Toutes modifications de l’entente doivent être constatées dans un écrit signé par les parties.

Malgré ce qui précède, les parties doivent se conformer à toute modification au cadre juridique qui pourrait survenir durant la période d’application de l’entente. Dans le cas de modifications à la LSPU d’application obligatoire, les parties doivent s’y conformer et ne peuvent refuser de modifier l’entente en conséquence, le cas échéant.

**ANNEXES**

Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

**COMMUNICATIONS**

Les communications et avis devant être transmis en vertu de la présente entente, pour être valides et lier les parties, doivent être donnés par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

Pour le Ministre :

Monsieur Paul Levesque

Directeur

Direction des services préhospitaliers d’urgence

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Édifice Catherine-De-Longpré

1075, chemin Sainte-Foy, 9e étage

Québec (Québec) G1S 2M1

Téléphone : (418) 655-7621

Courriel : paul.levesque@msss.gouv.qc.ca

Pour Urgences-santé :

Monsieur Patrick Liard

Directeur général adjoint – opérationnel

Urgences-santé

6700, rue Jarry Est

Montréal (Québec) H1P 0A4

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

**DURÉE DE L’ENTENTE**

La conclusion d’une EGI entre le Ministre et Urgences-santé constitue une exigence annuelle. La présente EGI couvre la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025.

**EN FOI DE QUOI,** LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE DE GESTION ET D’IMPUTABILITÉ EN DOUBLE EXEMPLAIRE À LA DATE INDIQUÉE CI-DESSOUS :

**LE SOUS-MINISTRE,**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Date) Daniel Paré, sous-ministre

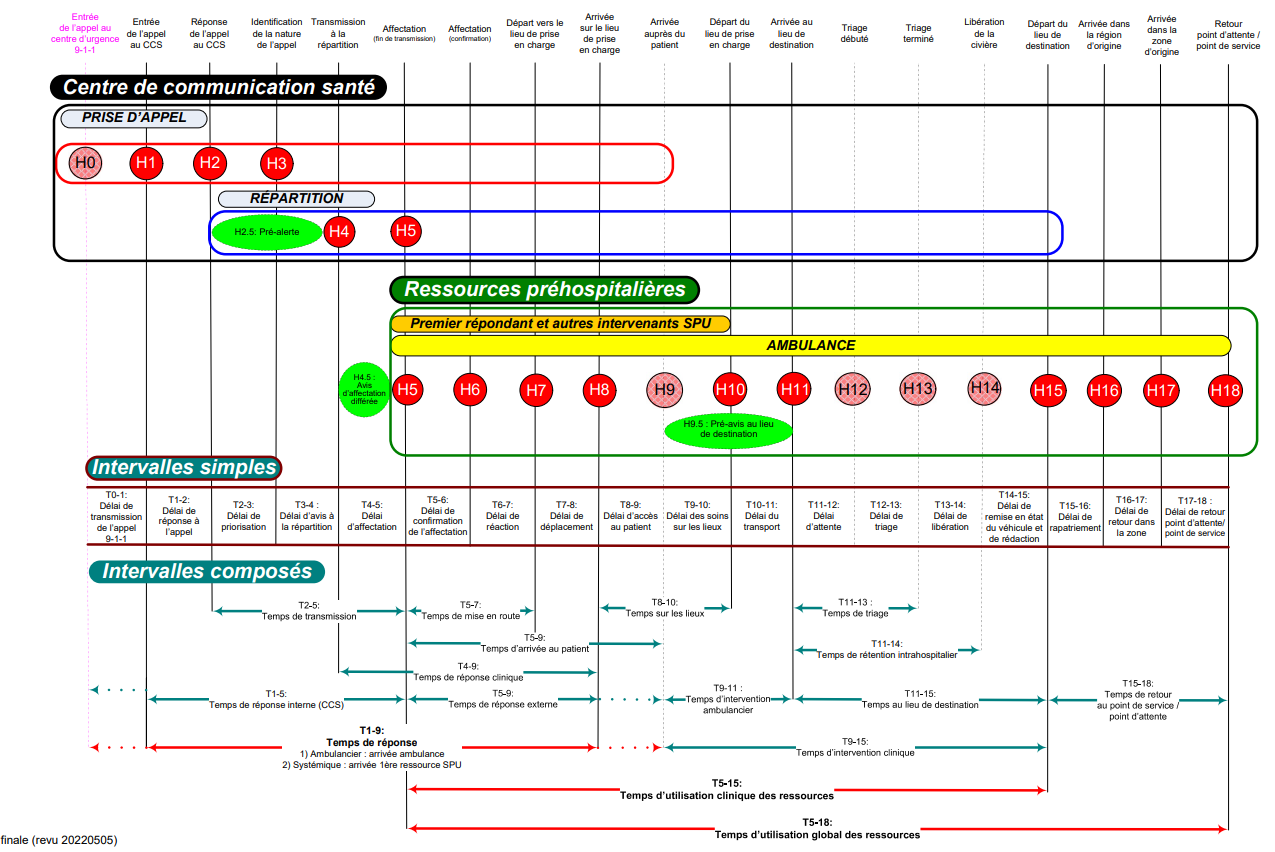
**URGENCES-SANTÉ,**

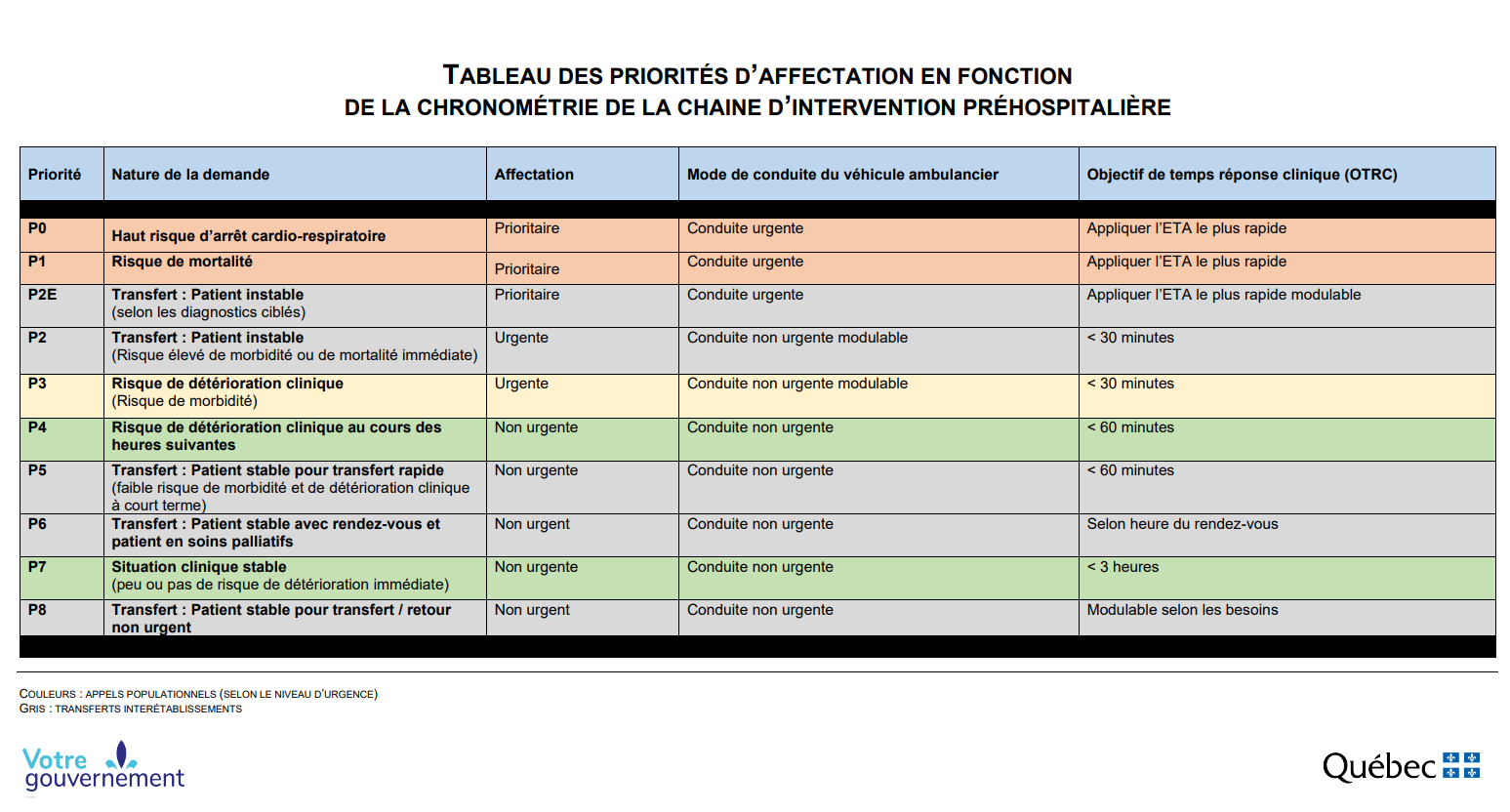
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

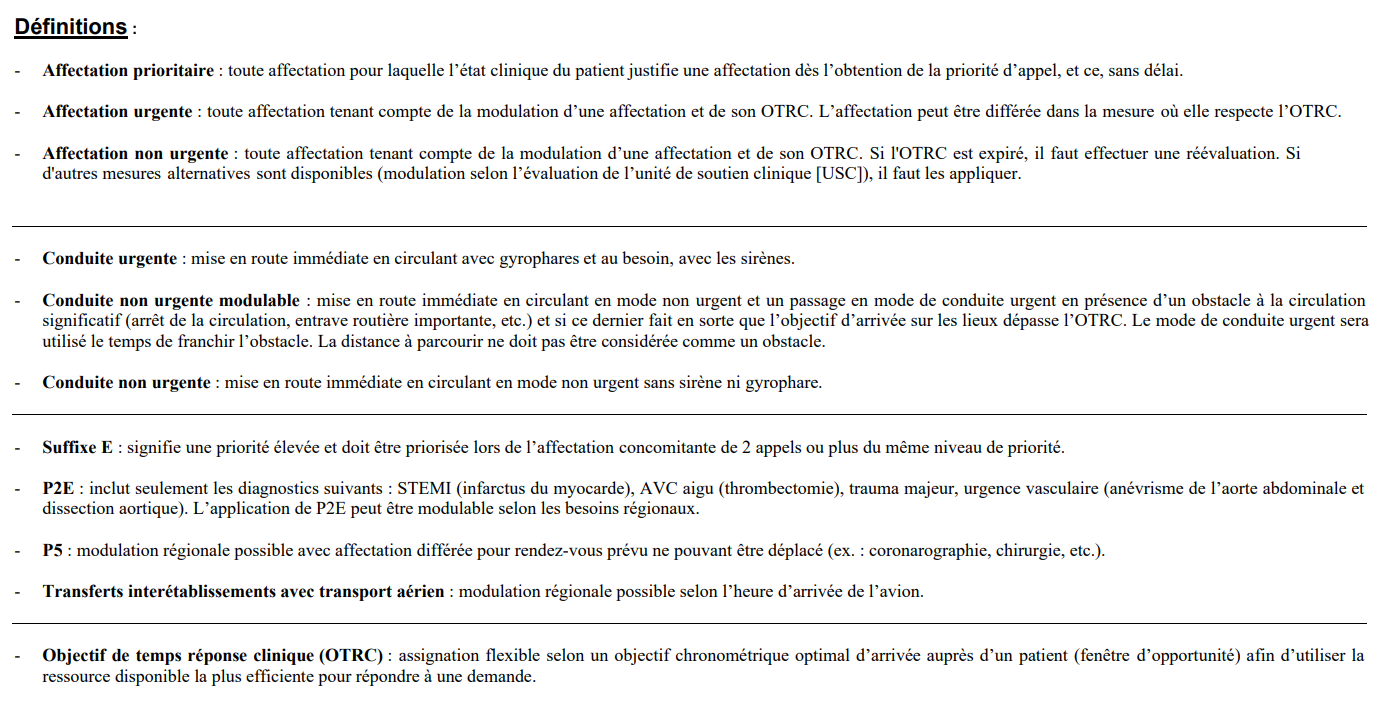
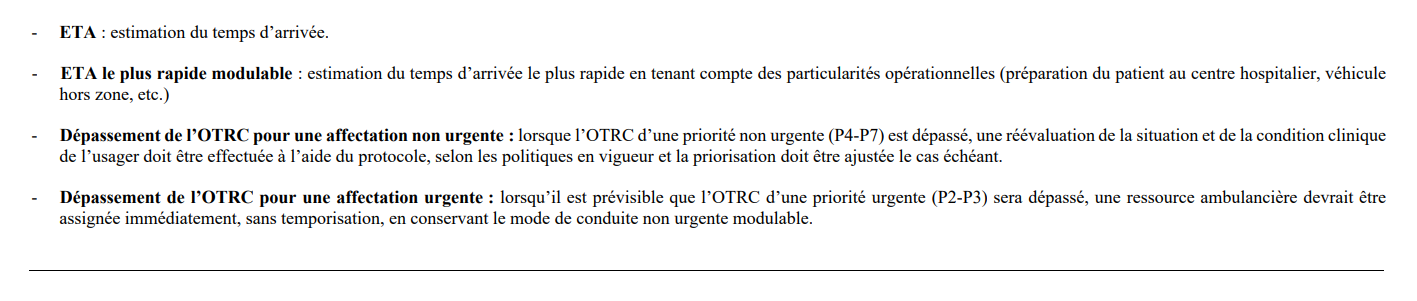
(Date) François Charpentier, président-directeur général

ANNEXE A

CHRONOMÉTRIE







ANNEXE C

**PLAN DE DÉPLOIEMENT**

*Voir fichier Excel joint*

ANNEXE D

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Information supplémentaire concernant la main-d’œuvre (TAP et RMU) | | | | | | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nombre total d’heures des rémunérées : | | | | | 0,00 |  | Nombre total d’absences rémunérées: | | | | |  | 0,00 | |
| Nombre d’heures travaillées : | | | | | 0,00 |  | Nombre d’heures d’absence en congé de maladie; | | | | |  | 0,00 | |
| Nombre d’heures régulières; | | | | | 0,00 |  | Nombre d’heures d’absence en assurance salaire; | | | | |  | 0,00 | |
| Nombre d’heures en temps supplémentaire. | | | | | 0,00 |  | Nombre d’heures d’absence CNESST; | | | | |  | 0,00 | |
|  |  |  |  |  |  |  | Nombre d’heures d’absence « retrait préventif » de la travailleuse enceinte ou qui allaite (RPTEA); | | | | |  | 0,00 |  |
|  |  |  |  |  |  |  | Nombre d'heures pour autres absences parentales : toute absence parentale rémunérée, autre que RPTEA; | | | | |  | 0,00 |  |
|  |  |  |  |  |  |  | Nombre d'heures pour les autres absences rémunérées : tout autre motif d'absence rémunérée; | | | | | | 0,00 |  |
|  |  |  |  |  |  |  | Nombre d’heures d’absence non rémunérées. | | | | |  | 0,00 |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Explications

* Nombre total d’heures rémunérées: heures travaillées + absences rémunérées
* Nombre d’heures travaillées (sur l’ambulance/en centre et en formation)
* Nombre d’heures régulières
* Nombre d’heures en temps supplémentaire
* Nombre total d’absences rémunérées
* Nombre d’heures d’absence en congé de maladie
* Nombre d’heures en assurance-salaire
* Nombre d’heures d’absence CNESST
* Nombre d’heures d’absence en retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite (RPTEA)
* Nombre d’heures pour autres absences parentales : toute absence parentale rémunérée autre que RPTEA
* Nombre d’heures pour les autres absences rémunérées : tout autre motif d’absence rémunérée qui n’est pas déjà indiqué plus haut, tel que les vacances, fériés, conversion de primes ou de temps supplémentaire, congés de mariage, de déménagement, de décès, de jury, etc., excluant les libérations syndicales et administratives
* Nombre d’heures d’absences non rémunérées : congé sans solde et sans solde partiel, de même que les congés de maladie, vacances, fériés et autres absences qui ne sont pas rémunérées.
* Exclure les libérations syndicales ou administratives (ex : présence au Conseil d’administration, si applicable).